



Les Entretiens Européens d'Helsinki : une contribution pour une révision de la stratégie énergétique européenne

Lettre ouverte à la Présidence de l'Union européenne

A Monsieur le Premier Ministre de Finlande,
Présidence de l'Union européenne,

Copie à la Présidence de la Commission européenne
et aux Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UE

Monsieur le Premier Ministre,

A la veille du Conseil des 12 et 13 décembre 2019, j'ai le plaisir de vous adresser ces options et recommandations issues des Entretiens Européens que nous avons organisés à Helsinki les 12 et 13 novembre derniers sur le thème : « Le nouveau nucléaire en Europe, une réponse aux mutations électriques de nos sociétés ? »

Les Entretiens Européens ont rassemblé 150 personnalités du secteur énergétique et de secteurs industriels gros consommateurs d'électricité, ainsi que des collectivités locales d'une douzaine de pays d'Europe¹ et la Commission européenne. Nous souhaitons ainsi contribuer à la réflexion et à l'action pour une Union de l'énergie capable de répondre tout à la fois à l'impératif climatique, à l'impératif industriel et à l'impératif de solidarité dans un contexte de grandes mutations de nos modes de vie et de production.

En effet, nos sociétés consomment et consommeront de plus en plus d'électricité². Nous soutenons

l'objectif d'une économie décarbonée, mais nous sommes convaincus que nous ne pourrions nous priver d'aucune source et que le nucléaire, qui a permis de consolider notre union et a favorisé la prospérité, est un allié dans cette perspective.

L'Europe affiche l'ambition d'être à l'avant-garde dans la lutte contre les changements climatiques. Notre nouvelle Présidente de la Commission prétend devenir le 1er continent sans empreinte carbone dès 2050 et propose un « pacte vert » aux Etats. Nous soutenons tous les efforts qui iront dans ce sens. Mais nous avons voulu comprendre pourquoi les résultats ne sont pas au rendez-vous de nos engagements. Pire, notre marché de l'énergie dysfonctionne et nous émettons de plus en plus de gaz à effet de serre en Europe, mais aussi dans le monde.

Proposer de réduire notre consommation énergétique par deux sans dire comment faire pour réaliser une profonde décorrélation entre le PIB et la demande d'énergie, restera un vœu pieux.

¹ Venus de Belgique, Bulgarie, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Pologne, Roumanie, Royaume Uni, Slovaquie, Russie, Suède et même du Kenya, ils ont débattu avec des chercheurs de grands instituts comme l'OCDE ou le CNRS et la Commission européenne. Le colloque a été ouvert par Liisa Heikinheimo, directrice générale adjointe du Département de l'Energie du Ministère des Affaires économiques et de l'Emploi de Finlande.

² La production électrique a augmenté de 35% à 150% dans le mix énergétique en 2018 et tous les scénarios de consommation électrique sont à la hausse : dans les nouveaux secteurs comme les transports, les technologies de l'information et de la communication avec le digital, ou dans le secteur du chauffage-climatisation...

Nous sommes tombés d'accord sur un diagnostic que nous souhaitons vous soumettre en cinq points :

1. Nos choix de politique énergétique, donnant la priorité à toujours plus d'énergies renouvelables électrogènes (EnR) dans les Etats membres, ont créé des effets pervers sur notre marché et ont contredit les objectifs de sécurité et de compétitivité que nous avons ratifiés.
2. La politique communautaire n'a pas tenu compte de la diversité de nos Etats membres, et certains comme la Pologne ou l'Estonie, sont doublement pénalisés : ils doivent renoncer à leurs atouts, payer pour ce renoncement et investir massivement. Or il n'existe pas de solidarités pour aider les pays à diversifier leur mix, ou à l'adapter pour réduire leur empreinte carbone.
3. Le cadre de marché dissuade ceux qui souhaitent investir dans les capacités nucléaires. Par ailleurs, le choix unilatéral de certains Etats comme l'Allemagne d'abandonner le nucléaire et d'investir dans les EnR, subventionnées et prioritaires sur les réseaux, ont réduit les capacités nucléaires et en gaz des pays voisins. Les politiques se renationalisent, contribuant à la dé-intégration de notre marché.
4. La société civile n'est pas sollicitée pour participer à la définition des choix collectifs et des objectifs d'une Union de l'énergie les rendant compatibles avec nos modèles de croissance et de compétitivité, ce qui provoque des résistances sociales dans les pays de l'Union.
5. Nos efforts intérieurs contredisent nos comportements à l'extérieur pour l'accès aux gisements des matières rares dans le monde³, qui non seulement augmente les émissions de gaz à effet de serre (EGES) mais provoquent des tensions d'autant grandes plus que la demande augmente : on l'a vu dans l'automobile et surtout le digital qui représente actuellement entre 6 et 10 % de la consommation mondiale d'électricité – soit près de 4 % de nos émissions de gaz à effet de serre : une tendance à la hausse, à raison de 5 à 7 % d'augmentation tous les ans.

Nous proposons en conséquence de corriger les orientations de la politique énergétique en

soulignant la nécessité d'articuler les politiques nationales et communautaire, nos politiques intérieure et extérieure, et dans cette perspective, nous vous demandons de bien vouloir examiner trois options, assorties de quelques recommandations :

- Réouvrir le débat public pour une redéfinition des objectifs d'une Union de l'énergie
- Bâtir un pacte de solidarité énergétique
- Créer un réseau d'agences à l'échelle européenne

Réouvrir le débat public pour une redéfinition des objectifs d'une Union de l'énergie avec deux propositions :

1. Garder le cap climatique mais remettre en cause les choix technologiques imposés.

Augmenter sans cesse la part des sources renouvelables pour atteindre 80 % de l'électricité en 2050, est plus que discutable, et doit être discuté. Au-delà de 40 %, les coûts, ceux de l'intermittence et les coûts système, explosent. Il faut rouvrir le débat, clarifier les effets pervers de trop d'EnR dans nos mix énergétiques, entendre les études des experts comme celles de l'AEN à l'OCDE⁴, écouter les Etats et les acteurs qui demandent de tenir compte de leurs choix et de leurs atouts.

2. Créer une incitation forte et véritable marché-réseau-système unifié et intelligent.

Une taxe carbone est une incitation forte nécessaire, mais elle crée des inégalités qui doivent être compensées par des solidarités accrues pour la diversification. Par ailleurs, un nouveau marché-réseau-système européen doit accueillir toutes les sources décarbonées sans discrimination et permettre – avec la généralisation des « réseaux intelligents » - un meilleur ajustement production-consommation, une meilleure gestion de l'intermittence, des économies des capacités de production ainsi qu'une meilleure efficacité énergétique, en particulier dans les transports, et dans l'habitat où les investissements à consentir pour une rénovation thermique sont considérables. La réduction des usages, leur compatibilité avec une production électrique décarbonée et en particulier dans le digital, devra faire l'objet de mesures incitatives, voire dissuasives, pour plus de sobriété.

³ Or, cuivre, nickel, zinc, étain, mais aussi arsenic, gallium, germanium, thallium, tantale, indium... sont extraits du sous-sol en utilisant des techniques particulièrement destructives et des produits nocifs pour l'environnement comme l'acide sulfurique, le mercure, le cyanure... Et ils sont aujourd'hui encore mal collectés et mal recyclés. En Europe, par exemple, à peine 18 % des métaux présents dans nos ordinateurs portables sont ainsi récupérés. Une partie importante des équipements en fin de vie continue d'atterrir dans des décharges sauvages, en Chine, en Inde, ou encore au Ghana, où ils sont brûlés pour récupérer l'or et polluent les nappes phréatiques.

⁴ Cf. « Les coûts de la décarbonisation » - System costs with High Shares of Nuclear and Renewables – AEN, OCDE, 2019.

Bâtir un pacte de solidarité énergétique

1. Pour un mix décarboné et diversifié

Imposer un mix polarisé sur les EnR risque d'aggraver les divergences de compétitivité entre les Etats membres. Il faut au contraire tirer parti de la diversité et la mettre au service de la compétitivité, mais aussi de la sécurité et de la solidarité : EnR, nucléaire, gaz et charbon propres avec CCS... L'option « neutralité technologique » doit être consolidée pour respecter le libre choix des Etats, mais quand ceux-ci sont interdépendants ou que les règles favorisent les renouvelables au détriment des autres technologies décarbonées, elle doit être complétée par un véritable pacte européen de solidarité énergétique, pour n'en exclure aucune et vivre ensemble sur le même marché-réseau-système⁵.

2. Redonner sa place du nucléaire dans le mix

Un objectif non contraignant peut être fixé pour les renouvelables et l'objectif indicatif de 15 % de nucléaire en 2050, affiché par la Commission, doit être revu à la hausse, à 25 ou 30 %, si nous voulons réaliser nos objectifs climatiques. Le nucléaire ne saurait être imposé à ceux qui n'en veulent pas mais la vie commune des sources doit être organisée sur le marché : c'est la responsabilité de la Commission et du Conseil. Le nucléaire a besoin d'un nouveau cadre de marché, moins volatil, pour favoriser les montages financiers à son investissement de long terme, avec la promotion du modèle coopératif MANKALA, créé en Finlande et la reconnaissance du nucléaire comme une énergie durable, bénéficiant d'un « label vert » et donc de fonds européens d'investissement et de la taxonomie. L'investissement dans la formation initiale et continue dans les métiers de la filière est urgent pour maintenir et développer les compétences, organiser la mobilité et gérer notre parc et gérer nos déchets en toute sécurité en Europe... et pour consolider notre place à l'export. Il a besoin de coopérations avec les pays voisins qui, comme la Russie, est très présente sur notre marché et innove dans les technologies nucléaires, mais aussi avec les pays d'Afrique qui, comme le Kenya, s'interrogent sur leur avenir nucléaire.

⁵ Ce pacte de solidarité pourrait être complété par des coopérations renforcées (ou à géométrie variable) : ainsi les pays nucléaires pourraient s'entendre sur des licences nucléaires communes et partager les coûts de la sûreté, comme le projet TEKPO dans les pays nordiques ; les Etats désireux de poursuivre l'exploitation du charbon et du gaz pourraient partager les coûts de la recherche dans le CCS etc...

⁶ A l'exemple de la Finlande, elles pourraient mettre sur pied des projets pour l'alimentation des réseaux de chaleur des villes avec des petites centrales nucléaires comme les SMR (ou avec la récupération de la chaleur fatale des centrales nucléaires existantes).

Créer un réseau d'agences à l'échelle européenne et sur les territoires

1. Engager la réforme pour une gouvernance ouverte à la société civile

La mise en œuvre d'objectifs sérieux implique de profonds changements des conditions de vie et d'emploi et il est donc nécessaire de faire participer tous les acteurs à leur définition, sortir de la gouvernance qui fixe les choix technologiques a priori indépendamment de questions aussi importantes du mix énergétique et de la solidarité. Dans cette perspective, nous proposons la mise en place d'un réseau d'agences où les usagers, les producteurs, les enseignants et les jeunes, les experts et les chercheurs des pays nucléaires coopéreront avec les institutions pour l'élaboration des politiques publiques.

2. Des agences pour contribuer à la cohérence des objectifs et des actes.

- Au niveau communautaire, une agence serait chargée de fonctions de prospective, d'orientation et d'incitation pour une cohérence et une synergie à l'échelle de l'Union, et proposerait une évolution souhaitable du mix pour 2030, puis 2050
- Des agences au niveau local, ou régional, pourraient promouvoir des projets de nouvelles capacités de production décarbonée, plus adaptées aux demandes et aux besoins nés de l'électrification des usages, avec de nouveaux modèles de financement, en partenariat public privé. Sans opposer les technologies, celles-ci pourraient être couplées en fonction des besoins⁶. Par ailleurs, elles pourraient animer la réflexion pour une réduction des nouveaux usages électriques et agir ainsi sur l'impact environnemental de notre économie de consommation.

Convaincus que vous partagerez la philosophie de ces recommandations, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

Pour **Les Entretiens Européens**,

Madame
Claude FISCHER HERZOG,

Directrice d'ASCPE
Les Entretiens Européens
& Eurafricains



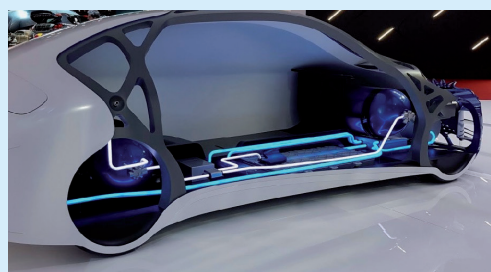


Créés en 2002 à l'initiative de Claude Fischer-Herzog, Les Entretiens Européens ont développé le débat public de façon non partisane et non idéologique sur les enjeux du nucléaire en Europe. Ils réunissent chaque année des dirigeants d'entreprises, des syndicalistes, des acteurs territoriaux, associatifs et politiques, des intellectuels et des étudiants de plusieurs pays d'Europe, avec des représentants de la Commission européenne.

La 17^{ème} édition a eu lieu à Helsinki en novembre 2019 en coopération avec **FinNuclear** et le **GMF** (Group of European Municipalities with Nuclear Facilities) avec le soutien de la **Commission européenne** et le partenariat de nombreux acteurs.

Retrouvez les documents du colloque sur notre site :
www.entretiens-europeens.org

- le programme des Entretiens Européens d'Helsinki
- La Lettre des Entretiens Européens « Une nouvelle ère électrique avec le nouveau nucléaire »



La Lettre des Entretiens Européens

Octobre 2019

Spécial nouveau nucléaire Rapprocher - Débattre - Fraterniser

Édito

Une nouvelle ère électrique avec le nouveau nucléaire

La stratégie énergétique européenne à long terme a besoin d'anticiper (et de planifier) les politiques publiques capables de résoudre les contradictions posées par une croissance de la demande électrique et la réduction des gaz à effet de serre contribuant au dérèglement climatique. En effet, nos sociétés européennes et dans le monde « s'électrifient ». Les demandes explosent : l'automobile, l'habitat, l'agriculture, la santé, l'aéronautique et le spatial, le numérique... et les collectivités territoriales ont des besoins massifs d'investissement et d'innovation pour pouvoir y répondre. Tous les scénarios sont à la hausse et nécessitent une économie décarbonée qui articule l'impératif climatique et l'impératif industriel européen, et qui l'efficacité deviendra une politique industrielle et de services de type nouveau (« industries »). En effet, l'augmentation de la consommation pose des problèmes d'efficacité dans l'usage et dans la production, et le secteur énergétique devra pouvoir faire une offre articulée à la diversité des demandes. Il devra produire et tout à la fois fournir des services adéquats, et ce de façon moins coûteuse.

Quel sera le bon mix énergétique compatible avec la réduction des coûts et celle des émissions de gaz à effet de serre ? Les stratégies de court terme qui cherchent de meilleurs rapports coûts/rendements s'opposent souvent aux objectifs de zéro CO₂ en 2050 : comment les inscrire dans une stratégie de long terme ? Les sources décarbonées posent des problèmes de compétitivité, et le nouveau nucléaire - qui est un allié pour les objectifs climatiques - devra pouvoir élargir ses coûts et les multiplier, mobiliser des ressources pour innover plus diversifiées et flexibles à l'usage, à adapter aux besoins et demandes diversifiées de l'industrie et des territoires. Au-delà de propositions pour une gouvernance plus responsable entre les États et la Commission européenne pour la mise en œuvre de politiques publiques, Les Entretiens Européens mettent dans le débat public l'option de créer des agences de planification par concertation entre les usagers et les secteurs de recherche et de production énergétique, chargées de contribuer à la création d'un système cohérent à l'échelle européenne, avec des compétences verticales et des services intelligents.

Ces questions seront au cœur des débats des Entretiens Européens des 12 et 13 novembre 2019. Ils auront lieu en Finlande en coopération avec FinNuclear et le GMF, avec le soutien de la Commission européenne, le partenariat de nombreux secteurs industriels et territoriaux d'Europe et la participation des institutions publiques.

au sommaire

- En page 3 : La croissance de la consommation électrique (climato-compatible ?)
- En page 5 : Les impacts globaux de la transition énergétique
- En page 7 : Pour une sobriété numérique
- En page 8 : Rapprocher : vers le bon choix
- En page 10 et 11 : Les coûts de la décarbonation
- En page 12 : Les défis : un choix de société qui concerne tout
- En page 14 et 15 : L'énergie nucléaire dans le mix énergétique européen
- En page 17 : Le nucléaire, socle d'une économie décarbonée
- En page 20 : Les défis du nucléaire dans la gouvernance de l'énergie nucléaire
- En page 22 : Les défis du nucléaire à long terme de la Commission européenne
- En page 27 : Des axes qui requièrent de planifier la Belgique
- En page 28 et 29 : Rapprocher : le nucléaire dans la recherche et l'innovation pour le développement de l'industrie nucléaire
- En page 30 et 31 : Les défis du nucléaire les plus immédiats

Retrouvez le programme en page 32



Les Entretiens Européens & Eurafricains

4 rue Froidevaux, 75014 Paris
 Port.: 00 33 (0) 6 72 84 13 59

contact@entretiens-europeens.org
www.entretiens-europeens.org